

**Arrêté n° 12864 du 15 octobre 2020**

portant transformation du collège d'enseignement technique agricole de Ngoyo de Pointe-Noire en lycée d'enseignement professionnel mixte de Ngoyo à compter de l'année scolaire 2020-2021

Le ministre de l'enseignement technique  
et professionnel, de la formation  
qualifiante et de l'emploi,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 25-95 du 17 septembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008/90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu le décret n° 2009-397 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2009-514 du 30 décembre 2009 portant organisation du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

Article premier : Le collège d'enseignement technique agricole de Ngoyo de Pointe-Noire est transformé en lycée d'enseignement professionnel mixte de Ngoyo à compter de l'année scolaire 2020-2021.

Article 2 : Le lycée d'enseignement professionnel mixte de Ngoyo est ouvert aux apprenants à compter de la rentrée scolaire 2020-2021.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2020

Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT EUDES

**MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION,  
DE LA PROMOTION DE LA FEMME  
ET DE L'INTEGRATION DE LA FEMME  
AU DEVELOPPEMENT**

**Décret n° 2020-550 du 15 octobre 2020** fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du conseil départemental de la santé

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 009-88 du 23 mai 1988 portant code de déontologie des professions de la santé et des affaires sociales ;

Vu la loi n° 8-2003 du 6 février 2003 portant loi organique relative à l'exercice de la tutelle sur les collectivités locales ;

Vu la loi n° 3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale ;

Vu la loi n° 7-2003 du 6 février 2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales ;

Vu la loi n° 9-2003 du 6 février 2003 fixant les orientations fondamentales de la décentralisation ;

Vu la loi n° 17-2019 du 21 mai 2019 fixant la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales en matière de santé de base et définissant les modalités de leur exercice par le département et la commune ;

Vu le décret n° 2009-402 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 2017-404 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2019-269 du 17 septembre 2019 mettant fin aux fonctions d'un ministre et nommant un nouveau ministre ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

### Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Le présent décret fixe, en application de l'article 37 de la loi n° 17-2019 du 21 mai 2019 susvisée, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du conseil départemental de la santé.

Article 2 : Le conseil départemental de la santé est un organe consultatif, placé sous l'autorité du préfet de département.

### Chapitre 2 : Des attributions

Article 3 : Le conseil départemental de la santé est chargé de donner des avis sur le fonctionnement des structures de santé du département.

Il veille au fonctionnement harmonieux du système de santé déconcentré et décentralisé du département et à la mise en œuvre de ses recommandations ainsi que celles du conseil national de la santé.

Il émet des avis et formule des recommandations sur l'exercice par les départements et communes des compétences en matière de santé, conformément à la loi susvisée.

Le conseil départemental de la santé examine :

- le rapport du directeur départemental de la santé sur le fonctionnement des structures de santé relevant du niveau déconcentré, ainsi que ceux des présidents des conseils départementaux et municipaux sur le fonctionnement

des structures de la santé de base dans le département et la commune ;

- les documents fondamentaux des structures de la santé de base notamment le règlement intérieur, le budget, les programmes d'activités.

### Chapitre 3 : De l'organisation

Article 4 : Le conseil départemental de la santé est composé ainsi qu'il suit :

président : le préfet du département ;  
 vice-président : le président du conseil départemental ;  
 rapporteur : le secrétaire général du département ;  
 rapporteur adjoint : le secrétaire général du conseil départemental ;  
 secrétaire technique : le directeur départemental de la santé ;

membres :

- les présidents des conseils municipaux ;
- les secrétaires généraux des communes ;
- le directeur départemental des collectivités locales ;
- le directeur départemental du budget de l'Etat ;
- le directeur départemental de la fonction publique territoriale ;
- le directeur départemental des affaires sociales ;
- le directeur départemental du plan ;
- le directeur départemental de l'aménagement du territoire ;
- le directeur départemental de l'environnement ;
- les représentants des ordres professionnels de santé ;
- les médecins-chefs de district sanitaire ;
- les directeurs généraux des hôpitaux généraux ;
- les directeurs des hôpitaux de base ;
- deux représentants des associations œuvrant dans le domaine de la santé ;
- deux représentants de la fédération départementale des comités de santé ;
- le représentant des partenaires sociaux ;
- le représentant de l'alliance du secteur privé de la santé.

Article 5 : Le conseil départemental de la santé peut faire appel à toute personne ressource.

Article 6 : Le conseil départemental de la santé dispose d'un secrétariat technique.

Le secrétaire technique et les rapporteurs assurent le secrétariat technique.

### Chapitre 4 : Du fonctionnement

Article 7 : Le conseil départemental de la santé se réunit une fois par an, sur convocation de son président.

Il peut être convoqué en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent.

Article 8 : L'ordre du jour de la session ordinaire et les dossiers à examiner sont transmis aux membres, au moins dix (10) jours avant sa tenue.

Article 9 : Le conseil départemental de la santé peut constituer en son sein des commissions techniques ad hoc chargées de l'instruction des questions spécifiques.

Article 10 : Les avis et recommandations du conseil départemental de la santé sont adressés :

- au conseil national de la santé pour les matières relevant de sa compétence ;
- aux autorités déconcentrées et décentralisées pour les matières relevant de leurs compétences respectives.

Article 11 : Le président du conseil départemental de la santé convoque et dirige les sessions du conseil.

Article 12 : Le vice-président du conseil départemental de la santé supplée le président en cas d'empêchement.

Article 13 : Le secrétariat technique prépare l'ordre du jour des sessions et les dossiers à soumettre au conseil départemental de la santé.

Il élabore le compte rendu et le rapport des travaux du conseil et en assure la conservation.

### Chapitre 5 : Dispositions diverses et finales

Article 14 : Le directeur départemental de la santé et les présidents des conseils départementaux et municipaux adressent au secrétariat technique leur rapport respectif à soumettre au conseil départemental de la santé.

Article 15 : Le président du conseil départemental de la santé adresse son rapport au conseil national de la santé.

Articles 16 : La fonction de membre du conseil départemental de la santé est gratuite.

Toutefois, elle donne lieu au remboursement des frais de transport et à une indemnité de session.

Articles 17 : Les frais de fonctionnement du conseil départemental de la santé sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 18 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2020

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESA

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

La ministre de la santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement,

Jacqueline Lydia MIKOLO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

**Décret n° 2020-551 du 15 octobre 2020**  
portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de gestion du district sanitaire

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 8-2003 du 6 février 2003 portant loi organique relative à l'exercice de la tutelle sur les collectivités locales ;

Vu la loi n° 014-92 du 29 avril 1992 portant institution d'un plan national de développement sanitaire ;

Vu la loi n° 3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale ;

Vu la loi n° 7-2003 du 6 février 2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales ;

Vu la loi n° 9-2003 du 6 février 2003 fixant les orientations fondamentales de la décentralisation ;

Vu la loi n° 30-2003 du 20 octobre 2003 portant institution du régime financier des collectivités locales ;

Vu la loi n° 31-2003 du 24 octobre 2003 portant détermination du patrimoine des collectivités locales ;

Vu la loi n° 5-2005 du 25 mai 2005 portant statut de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 17-2019 du 21 mai 2019 fixant la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales en matière de santé de base et définissant les modalités de leur exercice par le département et la commune ;

Vu le décret n° 96-525 du 31 décembre 1996 portant définition, classification et mode de gestion des formations sanitaires publiques en République du Congo ;

Vu le décret n° 2009-402 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 2017-404 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2019-269 du 17 septembre 2019 mettant fin aux fonctions d'un ministre et nommant un nouveau ministre ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

## Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Le présent décret fixe, en application des dispositions de l'article 34 de la loi n° 17-2019 du 21 mai 2019 susvisée, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de gestion du district sanitaire.

Article 2 : Le district sanitaire est une entité géographique, administrative et opérationnelle placée sous la responsabilité de la collectivité locale.

Le district sanitaire peut être urbain ou rural. Il correspond soit à un district administratif, soit à un arrondissement ou à un regroupement de districts ou d'arrondissements.

Article 3 : L'implantation d'un district sanitaire répond aux critères suivants :

- démographiques : 30000 à 100000 habitants en milieu rural et 100000 à 300000 habitants en milieu urbain ;
- géographiques : rayon de couverture de 50 km, existence d'obstacles ou de barrières géographiques et de facteurs socioculturels.

Article 4 : Le district sanitaire comprend un hôpital de référence de district et un réseau de formations sanitaires ambulatoires ou d'hospitalisation publiques et privées dispensant des soins et services relevant de la santé de base.

Article 5 : Les structures sanitaires du district sanitaire, outre l'hôpital de référence de district, comprennent :

- les postes de santé ;
- les centres de santé intégrés ;
- les cabinets des soins infirmiers, obstétricaux et de réadaptation ;
- les cabinets médicaux ;
- les centres médico-sociaux ;
- les cabinets de médecine traditionnelle ;
- les cliniques ;
- les établissements pharmaceutiques et les laboratoires d'analyse médicale.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la décentralisation et du ministre chargé de la santé fixe le découpage territorial des districts sanitaires.